

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

9 JANVIER 1989

### PROJET DE LOI

**portant des dispositions relatives au  
statut monétaire, à la Banque  
nationale de Belgique, à la politique  
monétaire et au Fonds monétaire**

### RAPPORT

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION DES FINANCES (1)

PAR  
M. VAN ROMPUY

**Ce projet de loi a été examiné en réunion publique  
de commission.**

(1) Composition de la Commission :

Président : M. J. Michel.

**A. — Membres effectifs :**

C.V.P. MM. Cauwenberghs, De Roo,  
Moors, M. Olivier, Van Rom-  
puy.  
P.S. MM. Collart, Daerden, De-  
fosset, Di Rupo, Dufour.  
S.P. Mme Duroi-Vanhelmont,  
MM. Peuskens, Timmer-  
mans, Vandenbroucke.  
P.V.V. MM. Bril, Daems, Verhof-  
stadt.  
P.R.L. MM. de Donnée, Kubla.  
P.S.C. MM. Léonard, J. Michel.  
V.U. M. Candries.  
Agalev-M. De Vlieghere.  
Ecolo

**B. — Membres suppléants :**

MM. Ansoms, Eyskens, Mmes Keste-  
lyn-Sierens, Merckx-Van Goey, MM.  
Van Hecke, Van Rompaey.  
Mlle. C. Burgeon, MM. Denison,  
Gilles, Tasset, Vancrombruggen, N.  
MM. Bossuyt, Laridon, Mme Lefe-  
ber, Vanderheyden, Van Miert.  
MM. Cortois, Denys, Verberckmoes,  
Vermeiren.  
MM. Defraigne, Ducarme, Gol.  
MM. Beaufays, Jérôme, Laurent.  
MM. Vanhorenbeek, Vervaeke.  
M. Simons, Mme Vogels.

*Voir :*

- 648 - 88 / 89 :

- N°1 : Projet transmis par le Sénat.
- N°2 à 4 : Amendements.

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

9 JANUARI 1989

### WETSONTWERP

**houdende bepalingen met betrekking  
tot het monetair statuut, de Nationale  
Bank van België, het monetair beleid  
en het Muntfonds**

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE FINANCIËN (1)

UITGEBRACHT DOOR  
DE HEER VAN ROMPUY

**Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commis-  
sievergadering.**

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer J. Michel.

**A. — Vaste leden :**

C.V.P. HH. Cauwenberghs, De Roo,  
Moors, M. Olivier, Van Rom-  
puy.  
P.S. HH. Collart, Daerden, De-  
fosset, Di Rupo, Dufour.  
S.P. Mevr. Duroi-Vanhelmont,  
HH. Peuskens, Timmer-  
mans, Vandenbroucke.  
P.V.V. HH. Bril, Daems, Verhof-  
stadt.  
P.R.L. HH. de Donnée, Kubla.  
P.S.C. HH. Léonard, J. Michel.  
V.U. H. Candries.  
Agalev-H. De Vlieghere.  
Ecolo

**B. — Plaatsvervangers :**

H. Ansoms, Eyskens, Mevr. Keste-  
lyn-Sierens, Merckx-Van Goey, HH.  
Van Hecke, Van Rompaey.  
Mlle. C. Burgeon, HH. Denison,  
Gilles, Tasset, Vancrombruggen, N.  
HH. Bossuyt, Laridon, Mevr. Lefe-  
ber, Vanderheyden, Van Miert.  
HH. Cortois, Denys, Verberckmoes,  
Vermeiren.  
HH. Defraigne, Ducarme, Gol.  
HH. Beaufays, Jérôme, Laurent.  
HH. Vanhorenbeek, Vervaeke.  
H. Simons, Mevr. Vogels.

*Zie :*

- 648 - 88 / 89 :

- N°1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N°2 tot 4 : Amendementen.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré deux réunions à l'examen de ce projet le 20 décembre 1988.

# I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

Le projet de loi qui est soumis par le Gouvernement à votre approbation vise quatre objectifs principaux.

Ils concernent :

- le statut monétaire de la Belgique, c'est-à-dire les dispositions fondamentales concernant la définition du franc, l'adoption du régime général de change et les mesures d'application;
- la Banque Nationale qu'il y a lieu de proroger au-delà du 31 décembre 1988;
- les instruments de la politique monétaire qu'il convient de renforcer;
- et, enfin, des dispositions concernant l'émission de monnaies par le Trésor, auquel on veut donner les moyens d'une activité plus dynamique.

Sur le premier point, le projet vise à doter la Belgique d'un statut monétaire moderne adapté aux évolutions du Système monétaire international.

Celui-ci se caractérise, aux termes de la deuxième révision des Statuts du Fonds monétaire international, par l'abandon de l'or comme dénominateur des parités.

Désormais, le franc aura une définition abstraite, détachée de tout élément de référence. Cette définition, retenue dans toutes les législations monétaires contemporaines, permettra à la Belgique de s'adapter à l'évolution encore incertaine du contexte international.

Du point de vue institutionnel, le projet a mis en place une procédure qui tend à remédier au vide juridique actuel. C'est le but des articles 2 et 3 du projet.

Désormais, c'est au Roi qu'il appartiendra, après l'accomplissement d'une procédure exposée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, d'arrêter ce qu'on appelle les « dispositions de change », expression qui traduit les mots anglais « Exchange Arrangements », tels que les prévoit l'article IV des Statuts du FMI. C'est le régime général de change que peut choisir tout membre du Fonds. Pour la Belgique, dans les circonstances actuelles, ce régime de base, c'est l'adhésion au mécanisme de change du Système monétaire européen, conjointement avec les autres monnaies qui y participent.

L'adhésion à ce mécanisme implique la participation aux décisions prises de commun accord par les ministres des Finances, accompagnés par les gouverneurs des banques centrales, lors des réaménagements des cours-pivots. C'est en pensant à des mesu-

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft op 20 december 1988 twee vergaderingen aan de behandeling van dit wetsontwerp gewijd.

# I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

Het wetsontwerp dat door de Regering ter goedkeuring wordt voorgelegd heeft vier hoofddoelstellingen.

Deze betreffen :

- het monetair statuut van België, dit wil zeggen de fundamentele bepalingen inzake de definitie van de frank, de instelling van het algemeen wisselkoersstelsel en de toepassingsregels;
- de Nationale Bank, die dient verlengd te worden na 31 december 1988;
- de instrumenten van het monetair beleid, die dienen verstrekt te worden;
- en, tenslotte, de bepalingen inzake de emissie van munten door de Schatkist, die men de middelen wil geven voor een meer dynamische activiteit.

Wat het eerste punt betreft, beoogt het ontwerp België een modern monetair statuut te verschaffen dat is aangepast aan de evolutie van het internationaal monetair stelsel.

Dit stelsel wordt, sedert de tweede herziening van de Statuten van het Internationaal Monetair Fonds, gekenmerkt door het verlaten van het goud als noemer van de pariteiten.

De frank zal voortaan een abstracte definitie hebben, losgekoppeld van elk referentie-element. Deze definitie, die wordt weerhouden in alle hedendaagse monetaire wetgevingen, zal België toelaten zich aan te passen aan de tot heden nog onzekere evolutie van de internationale context.

Vanuit institutioneel standpunt heeft het ontwerp een procedure in het leven geroepen die ertoe strekt het huidige juridische vacuüm te verhelpen. Dit is het doel van artikelen 2 en 3 van het ontwerp.

Voortaan behoort het tot de bevoegdheid van de Koning om, mits het volgen van een procedure, die in artikel 3, § 1, wordt uiteengezet, de zogeheten « wisselkoersregelingen » vast te stellen, een uitdrukking die de Engelse woorden « Exchange Arrangements » vertaalt, die in het artikel IV van de Statuten van het IMF worden gebruikt. Het betreft het algemeen wisselkoersstelsel dat elk lid van het Fonds mag kiezen. Voor België betekent dit basisregime, in de huidige omstandigheden, de toetreding tot het wisselkoersmechanisme van het Europees monetair stelsel, gezamenlijk met de overige munten, die eraan deelnemen.

De toetreding tot dit mechanisme houdt in dat wordt deelgenomen aan in gemeen akkoord te treffen beslissingen, door de Ministers van Financiën, vergezeld van de gouverneurs van de centrale banken, ter gelegenheid van herschikkingen van de spil-

res de cet ordre que le présent projet a prévu la possibilité pour le Roi de déléguer au ministre des Finances le pouvoir d'arrêter des dispositions d'exécution. Ici aussi, une procédure est prévue qui vise à garantir à la fois la flexibilité, la rapidité, la qualité technique et le caractère démocratique de la prise de décision.

Le second aspect concerne la prorogation de la Banque Nationale de Belgique, et la modification de certaines dispositions dans la loi organique de la Banque.

Le Gouvernement n'a pas pensé que le moment était venu d'une réforme en profondeur du statut de la Banque. Le projet se limite, dès lors, sur ce point :

- à conférer désormais à la Banque une durée indéterminée en abrogeant la disposition relative à son expiration au 31 décembre 1988;

- à adapter à la démonétarisation de l'or les dispositions de la loi organique de la Banque relatives à l'émission des billets;

- à tenir compte de l'importance qui est aujourd'hui reconnue à la langue allemande en Belgique;

- à définir les conséquences patrimoniales pour le Trésor et pour la Banque d'une gestion active des réserves de celle-ci, en particulier pour ce qui concerne les actifs en or. Si la Banque procède à des arbitrages de l'or, actuellement évalué au prix officiel, contre des devises par exemple, une plus-value considérable sera dégagée. Celle-ci restera inscrite pendant la durée d'existence de la Banque à un compte de réserve qui ne deviendra disponible, en faveur du Trésor, qu'à l'occasion de la liquidation de la Banque. Les revenus nets produits par les éléments d'actifs qui seront la contrepartie de cette plus-value reviendront au Trésor.

A concurrence d'une faible quantité — 2,75 % du poids de l'or figurant dans les avoirs de la Banque au 1<sup>er</sup> janvier 1987 — le Trésor pourra toutefois bénéficier de la plus-value résultant de la cession d'or qui pourra être faite en vue de l'émission de monnaies à des fins numismatiques ou commémoratives.

Le troisième aspect du projet porte sur la politique monétaire.

Ces dispositions concernent un mécanisme de réserve obligatoire, qui certes existait déjà dans la législation, mais soumettait l'adoption des mesures à une procédure lourde et compliquée. La loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 ne conférait pas un pouvoir réglementaire à la Banque Nationale. Elle obligeait celle-ci à limiter la durée des mesures prévues à six mois et à recourir à nouveau à ladite procédure si le besoin de les prolonger se faisait sentir.

koersen. Het is met het oog op dergelijke maatregelen dat het huidige ontwerp de mogelijkheid voor de Koning heeft bepaald om zijn bevoegdheid tot het nemen van uitvoeringsbepalingen te delegeren aan de Minister van Financiën. Hier ook is een procedure bepaald die tegelijkertijd beoogt de flexibiliteit, de snelheid en de technische kwaliteit, evenals het democratisch karakter van de besluitvorming te waarborgen.

De tweede kwestie betreft de verlenging van de duur van de Nationale Bank van België en de wijziging van een aantal bepalingen in de organieke wet van de Bank.

De Regering heeft geoordeeld dat het niet het geschikte ogenblik was voor een grondige hervorming van het statuut van de Bank. Het ontwerp beperkt er zich bijgevolg toe op dit vlak :

- aan de Bank voortaan een onbeperkte bestaansduur te verlenen door de opheffing van de bepaling met betrekking tot het verstrijken van haar duur op 31 december 1988;

- de bepalingen van de organieke wet van de Bank in verband met de biljettenemissie aan te passen aan de demonetarisering van het goud;

- rekening te houden met het thans erkende belang van de Duitse taal in België;

- de patrimoniale gevolgen te bepalen, voor de Schatkist en voor de Bank, van het actieve beheer van haar reserves, inzonderheid wat betreft de activa in goud. Indien de Bank overgaat tot arbitragetransacties van haar goud, dat op dit ogenblik wordt gewaardeerd aan de officiële prijs, tegen deviezen bijvoorbeeld, zal een aanzienlijke meerwaarde worden gerealiseerd. Deze zal, gedurende de bestaansduur van de Bank, geboekt blijven op een reserve-rekening, die slechts beschikbaar zal worden, ten voordele van de Schatkist, ter gelegenheid van de vereffening van de Bank. De netto-inkomsten, voortgebracht door de activa-bestanddelen die de tegenwaarde vormen van deze meerwaarde, komen toe aan de Schatkist.

Ten belope van een geringe hoeveelheid — 2,75 % van het gewicht van het goud dat op 1 januari 1987 voorkwam in de activa van de Bank — zal de Schatkist evenwel mogen genieten van de meerwaarde, voortvloeiend uit de goudoverdracht, hetgeen kan geschieden ter gelegenheid van de uitgifte van verzamelaarsmunten of herdenkingsmunten.

Het derde onderdeel van het ontwerp handelt over het monetair beleid.

Deze bepalingen betreffen een stelsel van verplichte reserves, dat weliswaar reeds in de wetgeving bestond, maar dat het uitvaardigen van maatregelen onderwierp aan een zware en ingewikkelde procedure. De wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974 verleende geen verordenende bevoegdheid aan de Nationale Bank. Zij verplichtte laatstgenoemde de duur van de voorzien maatregelen te beperken tot zes maanden en de bovenvermelde procedure opnieuw te herhalen indien verlenging noodzakelijk was.

Le présent projet permettra à la Banque Nationale d'adopter de telles mesures sans délai, comme les dispositions du droit des Communautés européennes peuvent lui en faire l'obligation.

La Banque devra demander l'avis de la Commission bancaire; il lui faudra consulter les intermédiaires financiers et il appartiendra au ministre des Finances d'assumer par son approbation la responsabilité politique des mesures.

Il va de soi que tant que le Ministre que la Banque auront égard lors de l'adoption de ces mesures aux impératifs de liquidité et de rentabilité des intermédiaires financiers.

Enfin, des modifications techniques sont apportées à la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire.

Il s'agit de relever le plafond d'émission des monnaies divisionnaires et de permettre à la Monnaie royale d'avoir une politique plus dynamique lui permettant de mettre en valeur un potentiel qui n'est pas aujourd'hui complètement utilisé.

La Belgique se doit de prendre une place plus importante dans l'émission de monnaie à des fins numismatiques et commémoratives, source d'ailleurs de recettes non fiscales pour le Trésor.

L'analyse brève reprise ci-dessus montre que le présent projet ne prétend pas apporter de réforme fondamentale au statut de la Banque et, en particulier, aux relations de celle-ci avec le pouvoir politique. L'équilibre voulu par le législateur de 1948, et confirmé par la pratique, est respecté. Le Gouvernement attache une grande importance à l'autonomie de l'institut d'émission.

Celui-ci est conscient de la nécessité d'inscrire son action dans le contexte de la politique économique et sociale du gouvernement. La concertation existe et fonctionne bien entre le Ministre et le gouverneur. Elle est essentielle dans les perspectives qu'ouvrent la réflexion et les décisions prochaines relatives aux progrès de l'Union économique et monétaire au sein de la Communauté européenne.

## II. — DISCUSSION GENERALE

*M. Clerfayt* déplore d'abord que le projet de loi à l'examen doive être adopté à si bref délai. L'article 31 ajouté au Sénat (voir le rapport du Sénat, Doc. n° 499/2, p. 33) évitera en tout cas la dissolution de plein droit de la Banque nationale après le 31 décembre 1988.

L'intervenant se réjouit que le texte de la loi soit enfin mis en concordance avec la réalité économique (abandon de l'étalon métallique du XIX<sup>ième</sup> siècle, suppression de l'obligation de couverture or).

Contrairement à ce qui est dit dans le rapport du Sénat, il n'est plus nécessaire que la Banque conserve un degré élevé de liquidité de ses actifs. Certes, il faut

Het onderhavige ontwerp zal de Nationale Bank toelaten dergelijke maatregelen zonder uitstel vast te stellen, zoals de bepalingen van het recht van de Europese Gemeenschappen het haar kunnen opleggen.

De Bank zal het advies moeten vragen van de Bankcommissie; zij zal de financiële instellingen moeten raadplegen, en het behoort aan de Minister van Financiën om, door zijn goedkeuring, de politieke verantwoordelijkheid voor de maatregelen te dragen.

Het spreekt vanzelf dat zowel de Minister als de Bank, bij het vaststellen van deze maatregelen, rekening zullen houden met de liquiditeits- en rentabiliteitsvereisten van de financiële instellingen.

Tenslotte worden technische wijzigingen aangebracht aan de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds.

Het gaat erom het emissie-plafond voor de deelmunten te verhogen en de koninklijke Munt toe te laten een meer dynamische politiek te voeren die deze toelaat een aantal mogelijkheden aan te wenden, die vandaag niet volledig worden benut.

België dient een meer belangrijke plaats in te nemen bij de uitgifte van verzamelaarsmunten en herdenkingsmunten, die immers een bron is van niet-fiscale ontvangsten voor de Schatkist.

De hierboven weergegeven bondige analyse toont aan dat het onderhavige ontwerp geen grondige hervorming nastreeft van het statuut van de Bank, inzonderheid wat betreft haar relatie met de politieke overheid. Het door de wetgever van 1948 gewilde, en door de praktijk bevestigde, evenwicht wordt geëerbiedigd. De Regering hecht een groot belang aan de onafhankelijkheid van het emissie-instituut.

Laatstgenoemde is zich bewust van de noodzaak haar actie te laten kaderen in het economische en sociale beleid van de regering. De concertatie bestaat en werkt goed tussen de Minister en de gouverneur. Zij is van wezenlijk belang voor de perspectieven die zich aanbieden ingevolge het studiewerk en de komende beslissingen met betrekking tot de vooruitgang van de economische en monetaire unie in de schoot van de Europese Gemeenschap.

## II. — ALGEMENE BESPREKING

*De heer Clerfayt* betreurt vooreerst dat het wetsontwerp op zo een korte tijdsperiode moet worden goedgekeurd. Het in de Senaat toegevoegde artikel 31 (zie Senaatsverslag, Stuk 499/2, blz. 33) zal er hoe dan ook voor zorgen dat de Nationale Bank niet van rechtswege ontbonden zal zijn na 31 december 1988.

Spreker verheugt er zich over dat de tekst van de wet eindelijk in overeenstemming wordt gebracht met de monetaire realiteit (het verlaten van de 19<sup>de</sup> eeuwse metaalstandaard, opheffing van de verplichte gouddekking).

In tegenstelling tot wat in het Senaatsverslag wordt gezegd, is het niet meer nodig dat de Bank een hoge liquiditeitspositie heeft. Hij moet wel over een

toujours une liquidité externe mais celle-ci repose sur des considérations tenant à l'évolution de la balance des paiements et requiert la convertibilité possible d'actifs en devises. Et cela n'est pas affecté par la suppression de la couverture-or.

En ce qui concerne l'article 3 du projet à l'examen, l'intervenant estime qu'il est inadmissible que les arrêtés royaux fixant les dispositions de change soient seulement *communiqués* aux Chambres législatives. Selon lui, ces arrêtés ont une importance telle qu'ils devraient être ratifiés par le Parlement (comme c'est notamment le cas pour les arrêtés de pouvoirs spéciaux).

M. Clerfayt présente d'ailleurs un amendement (n° 7) dans ce sens.

L'intervenant estime que l'article 4 n'est pas très réaliste. Aucune disposition légale ne pourra jamais empêcher que des devises étrangères soient utilisées comme moyen de paiement en Belgique (notamment pour le tourisme).

L'exposé des motifs (Doc. Sénat n° 499/1, p. 7) établit d'ailleurs une exception pour l'émission de chèques, de lettres de change, de cartes de paiement, etc.

En ce qui concerne l'article 14 du projet, M. Clerfayt constate qu'il est logique qu'après la suppression de la couverture or, la banque centrale puisse gérer ces réserves d'or à sa guise.

Elle peut par conséquent procéder à des opérations d'arbitrage afin de rentabiliser au maximum cette encaisse-or.

Etant donné que ces réserves d'or sont systématiquement sous-évaluées dans les bilans de la banque centrale, il est clair que de telles transactions génèrent toujours des plus-values.

M. Clerfayt se réjouit que ces plus-values soient inscrites à un compte spécial de réserve indisponible, mais fait toutefois observer que cette mesure risque de déclencher une spéculation sur le titre Banque Nationale de Belgique (voir rapport du Sénat, p. 21).

Comment le Ministre des Finances compte-t-il prévenir ce risque ?

L'intervenant constate par ailleurs qu'aux termes de l'article 14, les cessions d'actifs en or ne peuvent excéder 2,75 % de l'encaisse en or. En fonction de quels critères ce pourcentage a-t-il été calculé ?

M. Clerfayt rappelle ensuite le contexte dans lequel le coefficient de réserve monétaire (article 16 du projet) a été instauré par la loi-programme du 28 décembre 1973. Il constate que cet instrument n'a jamais fonctionné sauf pendant six mois, au début. Compte tenu de l'importance croissante de la monnaie scripturale dans le total du stock monétaire, il approuve les modifications proposées, d'autant plus que l'autre arme de la banque centrale, à savoir le taux d'escompte, n'est plus utilisée qu'en fonction de facteurs externes (taux d'intérêt sur le marché international, balance des paiements).

externe liquiditeitenmassa beschikken, maar deze steunt op beschouwingen die verband houden met de ontwikkeling van de betalingsbalans en vereist de mogelijke omzetting van activa in vreemde valuta. En dit wordt niet beïnvloed door de gouddekking.

Met betrekking tot artikel 3 van het ontwerp lijkt het spreker ongehoord dat de koninklijke besluiten tot vaststelling van de wisselkoersverhoudingen enkel *medegedeeld* worden aan de Wetgevende Kamers. Naar zijn oordeel zijn deze besluiten dermate belangrijk dat zij ter *ratificatie* aan het Parlement zouden moeten worden voorgelegd (zoals dat bijvoorbeeld gebeurt met bijzondere machtenbesluiten).

De heer Clerfayt heeft daartoe trouwens een amendement (n° 7) ingediend.

Artikel 4 lijkt hem niet zeer realistisch. Men zal, alle wetteksten ten spijt, nooit kunnen beletten dat vreemde deviezen in België als betaalmiddel worden aangewend (bijvoorbeeld voor toerisme).

In de Memorie van Toelichting (Stuk Senaat n° 499/1, blz. 7) wordt trouwens onmiddellijk een uitzondering gemaakt voor de uitgifte van cheques, wisselbrieven, betaalkaarten, enz.

Met betrekking tot artikel 14 van het ontwerp, stelt de heer Clerfayt vast dat het logisch is dat na de afschaffing van de gouddekking de centrale bank deze goudreserves naar goeddunken kan beheren.

Zij kan bijgevolg overgaan tot arbitrageverrichtingen teneinde deze goudreserves optimaal te doen renderen.

Aangezien deze goudreserves in de balansen van de centrale bank steevast ondergewaardeerd zijn, is het duidelijk dat dergelijke transacties steeds aanleiding geven tot meerwaarden.

De heer Clerfayt vindt het een goede zaak dat die meerwaarden op een bijzondere onbeschikbare reserverekening worden geboekt. Het gevaar bestaat echter dat door deze maatregel een speculatie op de aandelen van de Nationale Bank zal ontstaan (zie Senaatsrapport, blz. 21).

Hoe denkt de Minister van Financiën zulks te voorkomen ?

Spreker stelt overigens vast dat luidens artikel 14 de overdrachten van activa in goud beperkt moeten blijven tot 2,75 procent van de goudvoorraad. In functie van welke criteria werd dit percentage berekend ?

De heer Clerfayt herinnert vervolgens aan de context waarin de monetaire reservecoëfficiënt (artikel 16 van het ontwerp) destijds bij de programmwet van 28 december 1973 werd ingevoerd. Hij constateert dat dit instrument nooit gewerkt heeft tenzij gedurende zes maanden in het begin. Gelet op het groeiend belang van het giraal geld in de totale monetaire voorraad, kan hij instemmen met de voorgestelde wijzigingen, vooral nu het andere wapen van de centrale bank, met name de discontovoet, enkel nog in functie van externe factoren (rentevoeten op de internationale markt, betalingsbalans) wordt aangewend.



A cela s'ajoute que dans un pays où l'Etat est obligé d'émettre en permanence de nouveaux emprunts publics, on ne peut recourir à l'« open market policy ».

La loi du 28 décembre 1973 n'offrait d'ailleurs pas assez de possibilités d'intervenir rapidement et en permanence. Le coefficient de réserve n'était considéré que du point de vue de la conjoncture.

M. Clerfayt pose ensuite quelques questions.

1. Le fait que le coefficient de réserve monétaire revêt un caractère permanent et structurel n'implique-t-il pas que l'on renonce à le faire varier en fonction de la conjoncture économique ?

Le Ministre des Finances répond par la négative.

2. N'y a-t-il pas de risque d'incompatibilité entre l'utilisation qui est faite du taux d'escompte sur le marché monétaire intérieur (qui deviendra à nouveau plus important par suite de l'instauration d'un coefficient de réserve permanent) et l'utilisation qui en est actuellement faite en fonction de la politique monétaire externe ?

3. M. Clerfayt s'étonne que les pourcentages maximums mentionnés à l'article 16 (8 %, 4,5 %, 2 %, etc.) n'aient pas été augmentés. Ne s'agit-il pas d'une lacune ?

4. Le coefficient de réserve monétaire est non seulement applicable aux banques et aux caisses d'épargne (comme par le passé), mais aussi aux compagnies d'assurance, qui sont, il est vrai, des intermédiaires financiers non monétaires (elles redistribuent les économies sans pouvoir augmenter la réserve monétaire). Cette condition n'est cependant pas requise par la directive européenne du 18 février 1974 (jointe en annexe au rapport du Sénat).

5. M. Clerfayt se réjouit que le pourcentage maximal de 8 % prévu à l'article 16 s'applique également :

— aux dettes en francs envers des non-résidents (diminuées de l'encours des créances en francs sur des non-résidents) et

— à la position au comptant à la baisse en devises.

6. En ce qui concerne l'article 6 du projet, il a présenté un amendement n° 5 tendant à supprimer le mot « méchamment » dans le texte français.

\*  
\* \*

M. Defosset fait observer que ce terme, dans son acceptation pénale, convient parfaitement dans cet article.

\*  
\* \*

L'amendement n° 5 est ensuite retiré.

M. Clerfayt a également présenté un amendement n° 6 à l'article 20.

Suivant le libellé de cet article du projet, la Banque nationale peut se faire communiquer directement

Daar komt nog bij dat in een land waar de Staat verplicht is permanent nieuwe overheidsleningen uit te geven, geen gebruik kan worden gemaakt van de zogenaamde « open market policy ».

De wet van 28 december 1973 bood overigens onvoldoende mogelijkheden voor snelle en permanente interventies. De reservecoëfficiënt werd enkel vanuit conjunctureel oogpunt bekeken.

Vervolgens stelt de heer Clerfayt enkele vragen.

1. Het feit dat men van de monetaire reservecoëfficiënt een permanente en structurele maatregel maakt, impliceert hopelijk niet dat men ervan zou afzien hem te laten variëren, in functie van de economische conjunctuur ?

De Minister van Financiën antwoordt ontkennend.

2. Bestaat er geen gevaar voor onverenigbaarheid tussen de aanwending van de discontovoet voor de interne monetaire markt (die door het invoeren van een permanente reservecoëfficiënt opnieuw aan belang zal winnen) enerzijds en de thans gebruikelijke aanwending ervan in functie van de externe monetaire politiek anderzijds ?

3. De heer Clerfayt verwondert er zich over dat de in artikel 16 vermelde maximumpercentages (8 %, 4,5 %, 2 %, enz.) niet werden verhoogd. Is dit geen lacune in het ontwerp ?

4. De monetaire reservecoëfficiënt blijft (zoals in het verleden) niet enkel toepasselijk op banken en spaarkassen maar ook op verzekeringsmaatschappijen, die toch niet-monetaire financiële tussenpersonen zijn (zij herverdelen de spaargelden zonder de geldvoorraad te kunnen verhogen). Nochtans is zulks niet vereist door de (in bijlage bij het Senaatsverslag opgenomen) EEG-richtlijn van 18 februari 1974.

5. De heer Clerfayt verheugt zich erover dat het in artikel 16 bepaalde maximumpercentage van 8 % eveneens geldt voor :

— schulden in franken tegenover niet-ingezetenen (verminderd met het bedrag van de vorderingen in franken op niet-ingezetenen) en

— de constante deviezenpositie « à la baisse ».

6. Met betrekking tot artikel 6 van het ontwerp heeft hij een amendement (n° 5) ingediend teneinde in de Franse tekst het woord « méchamment » te schrappen.

\*  
\* \*

De heer Defosset wijst erop dat dit woord in zijn strafrechtelijke betekenis wel degelijk op zijn plaats is in dit artikel.

\*  
\* \*

Het amendement (n° 5) wordt vervolgens ingetrokken. Ook bij artikel 20 heeft de heer Clerfayt een amendement (n° 6) ingediend.

Volgens de huidige tekst van dit artikel kan de Nationale Bank rechtstreeks alle nuttige informatie

toutes les informations nécessaires par les établissements auxquels s'applique le coefficient de réserve monétaire, ce qui revient à mettre la commission bancaire hors-jeu. Son amendement tend à remédier à cette situation.

M. Clerfayt fait également observer qu'il serait préférable de supprimer la limite de vingt-trois milliards prévue pour l'émission de monnaies divisionnaires parce qu'elle n'a qu'une importance psychologique.

Il demande enfin (voir rapport du Sénat, p. 26) pourquoi le Trésor ne devrait pas être obligé d'accepter des pièces sans limitation (par exemple, pour le paiement de l'impôt) au même titre que la Banque nationale et la Régie des Postes.

\*  
\* \*

M. Gehlen se réjouit de ce qu'en vertu de l'article 7 du projet, la Banque nationale aura désormais également une dénomination allemande (« Belgische Nationalbank »).

L'article 11 du projet répond en outre à une vieille aspiration de la Communauté germanophone : les billets de banque comporteront désormais également des mentions en allemand.

Il demande au Ministre quelles seront précisément ces mentions.

\*  
\* \*

M. Defosset constate que ce projet a déjà fait l'objet d'un examen détaillé au Sénat. Dans l'attente de la profonde réforme de la Banque nationale qui a été annoncée (et dont il est à espérer qu'elle ne se fera pas trop attendre), l'intervenant souscrit sans réserves au projet à l'examen.

Contrairement à M. Clerfayt, M. Defosset pense qu'il existerait bien un réel vide juridique si le projet n'était pas voté par la Chambre et le Sénat avant le 31 décembre 1988. L'article 31 inséré par le Sénat (voir rapport du Sénat, Doc. n° 499/2, p. 33) ne pourrait en effet empêcher que dans cette hypothèse, la Banque nationale perde toute existence aux yeux des tiers.

L'intervenant ne croit du reste pas à la nécessité d'une ratification par le Parlement des arrêtés royaux relatifs aux dispositions de change.

La communication immédiate de ces arrêtés aux Chambres, prévue à l'article 3, lui paraît suffisante.

M. Defosset ne s'oppose pas non plus à l'article 14 du projet, qui doit mettre en pratique la gestion plus active des réserves de la Banque nationale, annoncée dans l'Exposé général pour 1989 (Doc. Chambre n° 4-575/1-1988, p. 62). Il doute toutefois de la réalité du montant de 7 milliards de recettes supplémentaires qui doit en découler.

opvragen bij de instellingen waarop de monetaire reservecoëfficiënt van toepassing is. Daardoor wordt de Bankcommissie buitenspel gezet. Zijn amendement is erop gericht dit euvel te verhelpen.

De heer Clerfayt merkt verder op dat het in artikel 22 vermelde plafond van 23 miljard frank voor de uitgifte van deelmunten beter kan worden geschrapt, daar het slechts een louter psychologische betekenis heeft.

Tenslotte vraagt hij zich af (cf. Senaatsverslag, blz. 26) waarom de Schatkist niet, net zoals de Nationale Bank en de Regie der Posterijen, verplicht zou moeten worden muntstukken zonder beperking aan te nemen (bijvoorbeeld bij de betaling van belasting).

\*  
\* \*

M. Gehlen verheugt zich over het feit dat krachtens artikel 7 van het ontwerp de Nationale Bank voortaan ook een officiële Duitstalige benaming (« Belgische Nationalbank ») zal hebben.

Artikel 11 van het wetsontwerp komt daarenboven tegemoet aan een oude eis van de Duitstalige Gemeenschap : voortaan zullen de bankbiljetten eveneens vermeldingen in het Duits bevatten.

Graag vernam hij van de Minister welke die vermeldingen precies zullen zijn.

\*  
\* \*

De heer Defosset stelt vast dat dit wetsontwerp reeds uitvoerig werd besproken in de Senaat. In afwachting van de aangekondigde grondige hervorming van de Nationale Bank (die hopelijk niet té lang op zich zal laten wachten) kan spreker het thans voorliggend ontwerp volmondig onderschrijven.

In tegenstelling tot de heer Clerfayt is de heer Defosset van mening dat er wel degelijk een « juridische leegte » zal ontstaan indien het ontwerp niet vóór 1 januari 1989 door Kamer en Senaat zou zijn goedgekeurd. Het in de Senaat ingevoegde artikel 31 (zie Senaatsverslag — Stuk 499/2, blz. 33) kan niet verhelpen dat de Nationale Bank in die hypothese in de ogen van derden niet meer zou bestaan.

Spreker gelooft overigens niet in de noodzaak van een ratificatie door het Parlement van de koninklijke besluiten tot vaststelling van de wisselkoersregelingen.

De in artikel 3 voorgeschreven onmiddellijke mededeling van deze besluiten lijkt hem voldoende.

De heer Defosset heeft evenmin bezwaar tegen artikel 14 van het ontwerp dat het in de Algemene Toelichting 1989 (Stuk Kamer 4-575/1-1988, blz. 62) aangekondigde actiever beheer van de reserves van de Nationale Bank in praktijk moet brengen. Alleen heeft hij twijfels bij het vooropgestelde bedrag van 7 miljard frank aan bijkomende ontvangsten dat hieruit zou moeten voortspruiten.

L'intervenant souligne enfin une question qui, selon le rapport du Sénat, (Doc. n° 499/2, p. 23), est à ce jour demeurée sans réponse. Comment les dépôts confiés à la Banque nationale et visés à l'article 16, seront-ils rémunérés ?

\*  
\* \*

Le Ministre des Finances fait observer tout d'abord qu'il n'y a pas d'obligation pour la Banque d'imposer des dépôts aux institutions financières et, en second lieu, qu'il est indiqué dans l'Exposé des motifs que les exigences de liquidité et de rentabilité de ces institutions seront dûment prises en considération.

\*  
\* \*

M. Poswick estime également qu'il conviendrait que le projet soit adopté avant le 31 décembre 1988.

En attendant la réforme fondamentale qui a été annoncée, il apporte lui aussi son adhésion au projet (qui a du reste été adopté à l'unanimité par le Sénat à l'issue d'un examen approfondi).

Il est par ailleurs essentiel que la Banque nationale conserve son autonomie vis-à-vis de l'Etat.

\*  
\* \*

M. Van Rompuy souligne le danger de politisation auquel la Banque nationale est exposée. La nomination récente de deux ex-chefs de cabinet au Comité de direction de la Banque incite à se poser des questions sur l'admissibilité du détachement de fonctionnaires de la Banque nationale au sein des cabinets ministériels.

Il a d'ailleurs été frappé de constater que depuis deux ans, le rapport annuel de la Banque se montre moins critique à l'égard du Gouvernement. Il insiste dès lors pour que le Ministre des Finances examine, à l'occasion, la question du détachement de fonctionnaires de la BNB avec le Gouverneur de cette institution.

L'intervenant estime, comme M. Defosset, que les cessions d'actifs en or autorisées par l'article 14 ne peuvent se répéter. En d'autres termes, ce système ne peut se transformer en une forme déguisée de financement du déficit budgétaire.

Le Ministre des Finances peut-il s'engager à ne pas augmenter le pourcentage de 2,75 % ?

\*  
\* \*

M. Daems ne voit, lui non plus, aucune objection à ce que le projet soit adopté. Bien que le détachement de fonctionnaires de la Banque nationale dans des cabinets ministériels puisse leur permettre d'acquérir une expérience utile, il est aussi partisan de l'instauration d'incompatibilités. De telles incompati-

Tenslotte wijst spreker op een vraag die blijkens het Senaatsverslag (Stuk 499/2, blz. 23) tot op heden onbeantwoord is gebleven. Hoe zullen de in artikel 16 bedoelde deposito's bij de Nationale Bank vergoed worden ?

\*  
\* \*

De Minister van Financiën vestigt er vooreerst de aandacht op dat de Bank niet verplicht is om de financiële instellingen deposito's op te leggen, en vervolgens dat in de Memorie van Toelichting wordt gesteld dat terdege rekening zal worden gehouden met de liquiditeits- en rentabiliteitsvereisten van de financiële instellingen.

\*  
\* \*

Ook de heer Poswick meent dat het ontwerp best vóór 31 december 1988 kan worden goedgekeurd.

In afwachting van de aangekondigde diepgaande hervorming kan ook hij het ontwerp (dat overigens in de Senaat na grondige bespreking unaniem werd aangenomen) onderschrijven.

Belangrijk is ook dat de Nationale Bank autonoom blijft ten opzichte van de Staat.

\*  
\* \*

De heer Van Rompuy wijst op het gevaar voor politisering waaraan onder meer de Nationale Bank is blootgesteld. De recente benoeming van twee gewezen kabinetcheffes tot lid van het Directiecomité van de bank doet vragen rijzen nopens de toelaatbaarheid van het detacheren van ambtenaren van de Nationale Bank in de ministeriële kabinetten.

Het is hem overigens opgevallen dat het jaarverslag van de bank sedert twee jaar een minder kritische toon aanslaat tegenover de Regering. Hij dringt erop aan dat de Minister van Financiën bij gelegenheid het probleem van de detachering van ambtenaren van de NBB bij de Gouverneur zou te berde brengen.

Met de heer Defosset is spreker van oordeel dat de in artikel 14 toegestane overdrachten van activa in goud niet voor herhaalde toepassing vatbaar zijn. Dit systeem mag met andere woorden niet uitgroeien tot een verkapt vorm van financiering van het begrotingstekort.

Kan de Minister van Financiën zich ertoe verbinden dat hij het toegestane percentage van 2,75 % niet zal optrekken ?

\*  
\* \*

Ook de heer Daems heeft in principe geen bezwaar tegen de goedkeuring van dit ontwerp. Hoewel de ambtenaren van de Nationale Bank in de ministeriële kabinetten nuttige ervaring kunnen opdoen, is ook hij gewonnen voor het creëren van onverenigbaarheden. Dit geldt trouwens evenzeer voor de ambtenaren van



bilités devraient d'ailleurs également être prévues en ce qui concerne les fonctionnaires de la Commission bancaire et de l'Institut national de statistique.

L'intervenant propose que la Commission procède à un échange de vues à ce sujet avec le Ministre des Finances.

M. Daems se rallie à la critique de M. Van Rompuy, selon lequel l'article 14 ne peut servir d'expédient en période de difficultés budgétaires.

L'intervenant pose ensuite les quatre questions suivantes :

1. Est-il logique que les plus-values réalisées en application de l'article 14 (en cas de liquidation de la Banque) soient versées intégralement à l'Etat et non pour moitié aux actionnaires privés de la Banque ?

2. En fonction de quels critères le taux maximum de 2,75 % a-t-il été établi ?

3. La Banque nationale peut-elle obliger les institutions de crédit à maintenir certains dépôts ?

4. Les monnaies divisionnaires sont émises par l'Etat et non par la Banque nationale. L'article 23 porte de 18 à 23 milliards la limite assignée à l'émission de ces monnaies.

Quelles seront, selon le Ministre, les répercussions économiques de cet accroissement de 5 milliards de la masse monétaire en circulation ? Pourquoi la limite d'émission est-elle relevée ?

M. Daems déplore par ailleurs que la Chambre ne dispose que d'un délai aussi limité pour examiner ce projet.

### III. — REPONSES DU MINISTRE DES FINANCES

Le Ministre souligne une fois encore l'urgence du projet. L'article 31 vise plutôt à éviter le délai d'entrée en vigueur de 10 jours à compter de la publication de la loi au *Moniteur*.

Il serait très gênant que les arrêtés royaux visés à l'article 3 doivent être ratifiés préalablement par le Parlement, étant donné que les dispositions de change doivent pouvoir entrer en vigueur immédiatement.

L'article 4 n'a nullement pour but d'interdire l'emploi de devises comme moyen de paiement.

Depuis 1986, le contribuable n'est plus autorisé à payer ses impôts au moyen de billets ou de pièces de monnaie aux guichets du receveur des contributions. Cette interdiction s'explique par le souci d'éviter que des problèmes de sécurité se posent au ministère des Finances. Il est toutefois loisible au contribuable d'utiliser les pièces en les versant au compte de chèques postaux de la Recette des contributions compétente, auprès de la Régie des postes.

C'est la raison pour laquelle la Trésorerie n'est pas, à la différence de la Régie des postes, son mandataire, tenue d'accepter les billets et les pièces sans limite.

de Bankcommissie en van het Nationaal Instituut voor de Statistiek.

Spreker stelt voor dat de Commissie hierover met de Minister van Financiën van gedachten zou wisselen.

De heer Daems onderschrijft ook de kritiek van de heer Van Rompuy met betrekking tot artikel 14, dat niet mag dienen als noodoplossing in moeilijke begrotingsperiodes.

Vervolgens stelt spreker ook nog vier vragen :

1. Is het wel logisch dat de meerwaarde die bij toepassing van artikel 14 ontstaat (bij vereffening van de Bank) volledig aan de Staat wordt doorgestort en niet voor 50 procent aan de private aandeelhouders van de Bank ?

2. Op grond van welke criteria werd het maximumpercentage van 2,75 % precies berekend ?

3. Kan de Nationale Bank de banken en kredietinstellingen verplichten tot het aanhouden van bepaalde deposito's ?

4. De deelmunt wordt door de Staat en niet door de Nationale Bank uitgegeven. Het toegestane maximumbedrag wordt bij artikel 22 van het ontwerp verhoogd van 18 naar 23 miljard frank.

Welke zullen volgens de Minister de economische gevolgen zijn van deze verhoging van de geldomloop met 5 miljard frank ? Waarom wordt deze verhoging overigens doorgevoerd ?

Tenslotte betreurt de heer Daems dat dit ontwerp door de Kamer in zo een korte tijdsperiode moet worden besproken.

### III. — ANTWOORDEN VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

De Minister bevestigt vooreerst het hoogdringend karakter van dit ontwerp. Artikel 31 heeft veeleer tot doel de termijn van inwerkingtreding van 10 dagen na de bekendmaking in het Staatsblad te vermijden.

Het opleggen van een voorafgaande verplichting tot ratificatie door het Parlement van de in artikel 3 bedoelde koninklijke besluiten zou zeer hinderlijk zijn, daar de nieuwe wisselkoersregelingen onmiddellijk moeten kunnen ingaan.

Artikel 4 is geenszins bedoeld om het gebruik van deviezen als betaalmiddel te verbieden.

Sedert 1986 is het de belastingsplichtige niet meer toegelaten zijn belasting met biljetten of muntstukken te betalen aan de loketten van de belastingontvanger. Dit zou veiligheidsproblemen stellen voor het Ministerie van Financiën. Hij kan echter wel bij de Regie der Posterijen biljetten en muntstukken storten op de postcheckrekening van de bevoegde belastingontvanger.

Om die reden is de Thesaurie niet en de Regie der Posterijen, haar lasthebber, wel gehouden tot het aanvaarden van munten en biljetten zonder beperking.

Le Ministre répond ensuite à M. Gehlen que le nom de la Banque nationale ainsi que le montant seront en tout cas indiqués en langue allemande sur les billets de la nouvelle série.

La plus-value qui résultera des arbitrages en or contre d'autres éléments de réserve, envisagés par l'article 14, premier alinéa, reviendra à l'Etat en cas de liquidation de la Banque.

Cette solution se justifie par le fait que la propriété de la Banque sur ses réserves en or peut être considérée comme de nature fiduciaire. Economiquement, elles constituent une partie importante des réserves externes du pays.

Le Ministre estime que le pourcentage maximum de 8 % prévu à l'article 16 est largement suffisant. La nouvelle réglementation prévue par l'article 17 accorde le droit d'initiative à la Banque nationale; l'approbation du Ministre des Finances confère force exécutoire à ses règlements.

Le Ministre ne voit par ailleurs pas d'incompatibilité nécessaire entre l'utilisation du taux d'escompte et celle de la réserve. La Banque nationale devra toutefois opérer un choix à certains moments.

La réglementation prévue à l'article 17 a toujours pu s'appliquer aux sociétés d'assurances, car celles-ci sont en concurrence, pour certaines activités, avec les établissements de crédit soumis à la réserve monétaire, activités financées au moyen d'engagements à long terme.

L'augmentation du plafond visée à l'article 22 n'est qu'une faculté et non une obligation. Cette faculté ne sera utilisée qu'en cas de nécessité.

Il est précisé dans l'Exposé des motifs (Doc. Sénat n° 499/1, p. 17), en ce qui concerne l'article 20, que la Banque, aux fins de ne pas alourdir sans nécessité les charges administratives des établissements financiers, s'adressera par priorité aux autorités compétentes pour exercer le contrôle pour recueillir les informations dont elles disposent déjà.

Le Ministre déclare que ce n'est qu'en cas d'urgence qu'elle s'adressera directement aux établissements concernés pour obtenir ces informations.

Bien entendu, une nouvelle loi pourrait modifier la limite de 2,75 % prévue à l'article 14, alinéa 2, de même que toute autre disposition de la loi. La nouvelle disposition constitue un progrès très net, puisque jusqu'à présent, il n'existait aucune limitation dans ce domaine. Le montant de 7 milliards dont il est question dans l'Exposé général du Budget 1989 ne proviendra pas nécessairement de cessions d'actifs en or, mais pourra aussi provenir d'une gestion active des réserves de la Banque (opérations d'arbitrage, etc.).

Il reste encore 16 tonnes d'or disponibles à cet effet.

Les compétences techniques sont, bien évidemment, essentielles pour l'exercice d'un mandat au sein

Aan de heer Gehlen antwoordt de Minister dat op de biljetten van de nieuwe serie in ieder geval de naam van de Nationale Bank en het bedrag in de Duitse taal zullen worden vermeld.

De meerwaarde die voortvloeit uit de arbitrage-transacties van goud tegen andere externe reservebestanddelen, bedoeld in artikel 14, lid 1, zal bij vereffening van de Bank aan de Staat toekomen.

Deze regeling is verantwoord door het feit dat het eigendomsrecht van de Bank op haar goudreserves kan worden aanzien als van fiduciaire aard. In economische zin zijn zij een belangrijk onderdeel van de externe reserves van het land.

Het in artikel 16 ingeschreven maximumpercentage van 8 % is volgens de Minister ruim voldoende. De nieuwe regeling, bepaald in artikel 17, houdt voor de Nationale Bank een initiatiefrecht in; door de goedkeuring van de Minister worden haar verordeningen uitvoerbaar.

De Minister ziet verder geen noodzakelijke onverenigbaarheid tussen de aanwending van de discontovoet en van de reserveregeling. De Nationale Bank zal echter op bepaalde momenten een keuze moeten maken.

De in artikel 17 vervatte regeling is steeds toepasselijk geweest op de verzekeringsmaatschappijen daar zij voor bepaalde activiteiten concurreren met de kredietinstellingen die aan de monetaire reserveregeling zijn onderworpen, en zij die activiteiten financieren met verplichtingen op lange termijn.

De verhoging van de in artikel 22 bedoelde grens is slechts een mogelijkheid en geen verplichting. Deze mogelijkheid zal slechts worden aangewend wanneer het noodzakelijk is.

In de Memorie van Toelichting (Stuk Senaat n° 499/1, blz. 7) wordt met betrekking tot artikel 20 gesteld dat de Bank, teneinde de administratieve verplichtingen van de financiële instellingen niet onnodig te verhogen, zich voor de inlichtingen, waarover de autoriteiten die bevoegd zijn om controle uit te oefenen reeds beschikken, bij voorrang tot deze lasten zal richten.

Zij zal, aldus de Minister, enkel bij hoogdringendheid die inlichtingen rechtstreeks aan de betrokken instellingen zelf vragen.

Het spreekt vanzelf dat een nieuwe wet de grens van 2,75 %, bepaald in artikel 14, lid 2, zou kunnen wijzigen, zoals trouwens iedere andere bepaling van de wet. De nieuwe bepaling houdt een duidelijke vooruitgang in aangezien, tot op heden, terzake geen enkele bepaling gold. Het bedrag van 7 miljard, waarvan sprake in de Algemene Toelichting bij de begroting voor 1989, zal niet noodzakelijk voortkomen uit de overdracht van activa in goud, maar kan eveneens afkomstig zijn van een actief beheer van de reserves van de Bank (arbitragetransacties, enz.).

Momenteel blijft nog 16 ton hiervoor beschikbaar.

De professionele bekwaamheden zijn vanzelfsprekend van essentieel belang om een mandaat in

du Comité de direction de la Banque. Le Gouvernement se doit toutefois d'être attentif à la diversité des courants politiques lorsqu'il est appelé à statuer sur une proposition du Conseil de régence relative à la nomination d'un membre du Comité de direction.

Le Ministre s'entretiendra à l'occasion avec le Gouverneur de la Banque nationale à propos du problème du détachement de fonctionnaires de la BNB aux cabinets ministériels.

\*  
\* \*

*M. Clerfayt* maintient que les arrêtés royaux fixant les dispositions de change devraient être ratifiés (ex post) par le Parlement.

Cette ratification ne doit cependant pas avoir un caractère suspensif pour l'exécution de ces arrêtés.

Toute modification d'un taux d'imposition est approuvée par le Parlement.

Pourquoi n'en serait-il dès lors pas de même pour une modification d'une disposition de change, qui est beaucoup plus importante ?

\*  
\* \*

Le Ministre des Finances répond que cela ne se fait dans aucun autre pays au monde. De plus, chaque modification d'une disposition de change fait l'objet d'une communication au Parlement, qui est suivie d'un vote de confiance.

#### IV. — VOTES

##### Articles 1<sup>er</sup> et 2

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

##### Art. 3

L'amendement n° 7 de *M. Clerfayt* est rejeté à l'unanimité.

L'amendement n° 2 de *M. Annemans* est rejeté à l'unanimité.

L'article 3 est adopté à l'unanimité.

##### Art. 4 et 5

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

##### Art. 6

L'amendement (n° 5) de *M. Clerfayt* est retiré.

L'article 6 est adopté à l'unanimité.

het Directiecomité van de Bank uit te oefenen. De Regering moet evenwel aandacht geven aan de verscheidenheid in de politieke stromingen wanneer zij zich moet uitspreken over een voordracht van de Regentenraad tot benoeming van een lid van het Directiecomité.

De Minister zal met de Gouverneur van de Nationale Bank bij gelegenheid van gedachten wisselen over het probleem van de detachering van ambtenaren van de NBB in ministeriële kabinetten.

\*  
\* \*

*De heer Clerfayt* blijft erbij dat de koninklijke besluiten tot vaststelling van de wisselkoersregeling door het Parlement (ex post) zouden moeten worden geratificeerd.

Dit hoeft echter geen opschortende voorwaarde te zijn voor hun uitwerking.

Elke wijziging van een belastingtarief wordt door het Parlement goedgekeurd.

Waarom zou dat dan niet het geval zijn voor een — veel belangrijker — wijziging van de wisselkoersregelingen ?

\*  
\* \*

De Minister van Financiën antwoordt dat zulks nergens ter wereld gebeurt. Daarenboven is er na iedere wisselkoerswijziging een mededeling aan het Parlement die gevolgd wordt door een vertrouwensstemming.

#### IV. — STEMMINGEN

##### Artikels 1 en 2

Deze artikels worden eenparig aangenomen.

##### Art. 3

Het amendement (n° 7) van *de heer Clerfayt* wordt eenparig verworpen.

Het amendement (n° 8) van *de heer Annemans* wordt eenparig verworpen.

Artikel 3 wordt eenparig aangenomen.

##### Art. 4 en 5

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

##### Art. 6

Het amendement (n° 5) van *de heer Clerfayt* wordt ingetrokken.

Artikel 6 wordt eenparig aangenomen.

Art. 7

L'amendement (n° 3) de *M. Annemans* est rejeté à l'unanimité.

L'article 7 est adopté à l'unanimité.

Art. 8

Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 9

L'amendement (n° 1) de *M. Annemans* est rejeté à l'unanimité.

L'article 9 est adopté à l'unanimité.

Art. 9bis

L'amendement (n° 4) de *M. Annemans* tendant à insérer un article 9bis (*nouveau*) est rejeté à l'unanimité.

Art. 10 à 13

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 14

L'amendement (n° 8) de *M. Denys* est rejeté à l'unanimité.

L'article 14 est adopté à l'unanimité.

Art. 15 à 19

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 20

L'amendement (n° 6) de *M. Clerfayt* est rejeté à l'unanimité.

L'article 20 est adopté à l'unanimité.

Art. 21 à 32

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité.

*Le Rapporteur,*

E. VAN ROMPUY

*Le Président,*

J. MICHEL

Art. 7

Het amendement (n° 3) van *de heer Annemans* wordt eenparig verworpen.

Artikel 7 wordt eenparig aangenomen.

Art. 8

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 9

Het amendement (n° 1) van *de heer Annemans* wordt eenparig verworpen.

Artikel 9 wordt eenparig aangenomen.

Art. 9bis

Het amendement (n° 4) van *de heer Annemans* tot invoeging van een (*nieuw*) artikel 9bis wordt eenparig verworpen.

Art. 10 tot en met 13

Deze artikels worden eenparig aangenomen.

Art. 14

Het amendement (n° 8) van *de heer Denys* wordt eenparig verworpen.

Artikel 14 wordt eenparig aangenomen.

Art. 15 tot en met 19

Deze artikels worden eenparig aangenomen.

Art. 20

Het amendement (n° 6) van *de heer Clerfayt* wordt eenparig verworpen.

Artikel 20 wordt eenparig aangenomen.

Art. 21 tot en met 32

Deze artikels worden eenparig aangenomen.

Het gehele ontwerp wordt eenparig aangenomen.

*De Rapporteur,*

E. VAN ROMPUY

*De Voorzitter,*

J. MICHEL